

Paris, le 24 novembre 2015

Les entreprises françaises commencent à profiter d'une reprise timide mais certains secteurs restent à risque

La croissance en France est de retour mais demeure fragile. Les économistes de Coface l'estiment à +1,1% en 2015 et +1,4% en 2016. Les défaillances d'entreprises reculent, tout en restant largement supérieur à la moyenne d'avant-crise. Les entreprises profitent de la baisse du prix du pétrole et de mesures fiscales avantageuses pour reconstituer leurs marges et se moderniser. On s'attend à ce qu'elles investissent de nouveau en 2016, sans toutefois tabler sur le rythme habituel en phase de reprise. Certains secteurs demeurent risqués en France pour les économistes de Coface, notamment la construction et les transports.

A l'aube d'une reprise de l'investissement

La consommation des ménages (1,5% en 2015 et 1,3% en 2016) sera le premier contributeur de la croissance, sans atteindre les niveaux d'avant-crise (2,1% en moyenne entre 2003 et 2007). L'investissement des entreprises est mieux orienté, ce qui n'est ni le cas de l'investissement public, ni des ménages (-0,5% au troisième trimestre). Révélateur d'une amélioration de leur santé financière, le taux d'investissement des entreprises remonte depuis le deuxième trimestre. En parallèle, la baisse du prix du pétrole et les mesures gouvernementales, telles que le CICE et le suramortissement fiscal des investissements industriels, ont contribué à la restauration des marges des entreprises et les ont aidées à se moderniser. Malgré ce contexte favorable, les entreprises exportatrices sont confrontées à une remontée du taux de change réel et à un accès réduit au CICE.

En 2016, pour la première fois depuis 2012, l'investissement (1,5%) contribuera positivement à la croissance mais son rythme de progression restera inférieur à celui observé avant crise (3,8% en moyenne). Le taux d'utilisation des capacités de production (77,8% à fin octobre) révèle que les entreprises ne sont pas encore contraintes par un excès de demande. Les investissements viennent principalement de la modernisation de l'appareil productif. L'arrêt de la mesure « suramortissement productif » en avril prochain participera à réduire la progression de l'investissement des entreprises au 2^e semestre 2016.

« La reprise est là, mais demeure fragile. La progression de la consommation n'est pas assez élevée à ce stade pour convaincre les entreprises de s'agrandir. C'est principalement le remplacement de l'appareil productif qui vient stimuler l'investissement sept ans après la crise de Lehman. Face à ces fragilités, une surveillance permanente des tendances macroéconomiques et sectorielles reste indispensable pour permettre aux entreprises de prévenir leurs risques », commente Paul Chollet, responsable des études sectorielles et défaillances à Coface.

Vers une deuxième année de baisse des défaillances

A fin octobre 2015, la baisse des défaillances d'entreprises perdure (-4,8% sur un an, à 61 150 défaillances). Mais en moyenne avec 46 000 défaillances d'entreprises entre 2000 et 2006, le niveau actuel demeure toujours élevé. Toutefois, le nombre total d'entreprises a augmenté de 31% entre 2005 et 2013. Le rapport entre le nombre de défaillances et le nombre d'entreprises reste donc stable (1,41% en 2013 contre 1,42% en 2005). Cette embellie se confirme avec la baisse sur un an à fin octobre 2015 du coût total des défaillances (calculé comme la somme de l'encours des dettes fournisseurs) de -20% à 3,6 milliards d'euros, tout comme celui du chiffre d'affaires moyen d'une entreprise défaillante de -3,2% à 578 000 euros.

Sur 14 secteurs étudiés, 2 présentent un niveau de risque plus élevé en France qu'en Europe de l'Ouest :

- Le transport français, évalué par Coface en risque « élevé » (vs risque « modéré » en Europe) souffre de son manque de compétitivité face à la concurrence d'Europe centrale (transport routier de marchandises).
- La construction est le seul secteur en France à être évalué en risque « très élevé » (vs risque « élevé » en Europe). Le chiffre d'affaires des entreprises se contracte depuis 2012 et, malgré un léger rebond en 2015, le volume d'activité du secteur restera sous contrainte. Les travaux publics pâtissent de la baisse des dépenses des collectivités locales tandis que le marché de l'emploi restera morose, ce qui continuera de peser sur la demande.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 400 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 99 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

COFA
LISTED
EURONEXT